La lutte contre la criminalité, une priorité stratégique pour tous

Photo : Dunia Álvarez Palacios

La Havane, 12 février (RHC) La prévention et la lutte contre la corruption, la criminalité, les illégalités et l'indiscipline sociale constituent une priorité stratégique pour la direction du Parti, de l'État, du gouvernement et des organisations de masse et sociales ; en même temps, leurs manifestations nous

interpellent tous et doivent être combattues dans les tranchées les plus diverses.

Les tentacules sans frontières de la criminalité organisée internationale et ses multiples visages, avec des canaux de pénétration et de multiplication infinis, menacent le monde et ont un impact sur tous les pays. De même, la crise économique mondiale, exacerbée dans le cas de Cuba par un blocus effréné et sans scrupules, encourage les comportements criminels et violents. Le gouvernement américain et les secteurs extrémistes de la contre-révolution stimulent et manipulent ces actes dans leur offensive médiatique pour propager un scénario d'insécurité qu'ils tentent d'exploiter à des fins déstabilisatrices.

Le 1er janvier dernier, le général d'armée Raul Castro Ruz, leader de la révolution, a déclaré à Santiago de Cuba : "L'unité formée par le Parti, le gouvernement, les organisations de masse et tout notre peuple, et dans ce cadre les combattants des Forces armées révolutionnaires et du ministère de l'Intérieur, est le bouclier contre lequel s'écraseront une fois de plus tous les plans subversifs de l'ennemi, qui vont de l'utilisation systématique du mensonge au terrorisme".

C'est précisément avec l'unité, la cohésion et la fermeté révolutionnaire que nous pourrons affronter et vaincre la corruption, la criminalité, les illégalités et l'indiscipline sociale, qui menacent le bien-être social et les conquêtes sacrées du peuple cubain : la sécurité, l'ordre et la tranquillité publique.

L'action permanente du ministère de l'Intérieur et des organes judiciaires, en liaison étroite avec la population, a permis ces dernières années de découvrir, de prévenir et d'affronter des formes multiples et complexes de criminalité et de tendances criminelles. Cela a été possible grâce à une plus grande rigueur dans le traitement juridique, pénal et pénitentiaire, en particulier dans le cas des personnes accusées, inculpées ou punies pour des délits à fort impact social.

La priorité est donnée à la détection et à la neutralisation de la criminalité et de ses actes, principalement violents ; la localisation et la capture des individus en circulation ; l'identification des personnes et le contrôle des véhicules aux points de contrôle de la police nationale révolutionnaire sont renforcés. Grâce aux actions opérationnelles et policières, différents processus de la vie économique et sociale du pays sont sécurisés, y compris le transport, le stockage et la distribution des denrées alimentaires.

Parallèlement, l'accent est mis sur les mesures visant à accroître la sécurité et la protection des centres commerciaux et sociaux, des entrepôts, des écoles, des cercles d'enfants et d'autres lieux où sont stockés des produits destinés à la population. La coopération est également renforcée dans le but de transformer les causes et les conditions négatives dans les communautés et les zones les plus touchées.

Malgré ces efforts considérables, la situation de la criminalité, de la corruption, des illégalités et de l'indiscipline sociale reste complexe, marquée par un scénario socio-économique défavorable. Dans ce contexte, la présence d'une partie de la population, y compris les jeunes, qui considère le crime et l'illégalité comme un moyen facile et rapide de gagner de l'argent, est perceptible.

Au cours de la deuxième période ordinaire des sessions de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, dans sa x législature, lorsque le peuple a été informé des projections du gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie en 2024, il a été ratifié que la lutte contre la corruption, la criminalité, les illégalités et l'indiscipline sociale n'est pas seulement un problème du ministère de l'Intérieur, ni seulement de la police. C'est un problème qui concerne tout le monde, le gouvernement et les systèmes commerciaux, car de nombreux biens volés proviennent d'une usine, d'un entrepôt, d'une entreprise, et ce sont les mêmes qui sont ensuite revendus à la population par des personnes sans scrupules.

Face à l'ampleur de ces défis, il est nécessaire de consolider les systèmes de travail des organes de l'État et du gouvernement afin de prévenir et de traiter ces manifestations néfastes. Il est nécessaire de renforcer la cohésion et la coopération entre les autorités gouvernementales et les organisations politiques et de masse par le biais d'actions globales au niveau communautaire, et de contribuer à l'élimination des causes et des conditions propices à la reproduction des comportements antisociaux et

illégaux.

Indépendamment de la décision ferme d'appliquer la loi, que ce soit par la persuasion ou, en définitive, par l'application des mesures coercitives établies, la participation consciente de chacun à ce combat est inévitable. C'est ce qu'a déclaré le général d'armée Raúl Castro Ruz lors de son discours à la première session ordinaire de la 8e législature de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, le 7 juillet 2013 : " Il est temps maintenant que les collectifs de travailleurs et de paysans, les étudiants, les jeunes, les enseignants et les professeurs, nos intellectuels et nos artistes, les journalistes, les entités religieuses, les autorités, les dirigeants et les fonctionnaires à tous les niveaux, bref, tous les Cubains dignes, qui constituent sans aucun doute la majorité, fassent leur le devoir de respecter et d'appliquer ce qui est établi, aussi bien dans les normes civiques que dans les lois, les dispositions et les règlements. "

La direction de la Révolution a réitéré l'appel à resserrer les rangs et à agir avec fermeté, sans tiédeur ni mollesse, et conformément à la loi, comme elle l'a toujours fait face à ces manifestations criminelles.

Notre commandant en chef Fidel Castro Ruz nous a prévenus, dès le 6 juin 1971, lors de la cérémonie marquant le 10e anniversaire du ministère de l'intérieur, que "la bataille contre les activités antisociales et criminelles doit aussi être une bataille de tout le peuple". Et six ans plus tard, il le ratifiait devant l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, en déclarant : "Nous avons un champ énorme : lutter sans trêve contre toute négligence, contre tout esprit bureaucratique, contre toute indolence, sans trêve, de la même manière que nous luttons et que nous luttons contre la délinquance". (Source : Granma)

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/346965-la-lutte-contre-la-criminalite-une-priorite-strategique-pour-tous

Radio Habana Cuba